Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Libye, le grand partage

Pétrole, immenses réserves d'eau, milliards de fonds souverains. Le butin sous les bombes

Par Manlio Dinucci
Mondialisation.ca, 03 août 2016
ilmanifesto.info

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Guerre USA OTAN, Transnationales
Analyses: LE MAGHREB

« L'Italie évalue de façon positive les opérations aériennes lancées aujourd'hui par les Etats-Unis sur certains objectifs de Daesh à Syrte. Elles adviennent à la demande du Gouvernement d'Unité Nationale, en soutien des forces fidèles au Gouvernement, dans l'objectif commun de contribuer à rétablir la paix et la sécurité en Libye » : tel est le communiqué diffusé par la Farnesina (*ministère des Affaires Etrangères italien*) le 1° août.

Ceux qui pensent à « la paix et la sécurité en Libye» à Washington, Paris, Londres et Rome sont les mêmes, qui, après avoir déstabilisé et mis en pièces par la guerre l'Etat libyen, vont recueillir les débris avec la « mission d'assistance internationale à la Libye ».

Leur idée transparaît à travers des voix autorisées. Paolo Scaroni[1], qui à la tête de l'ENI a manoeuvré en Libye entre factions et mercenaires et se trouve aujourd'hui à la vice-présidence de la Banque Rotschild, a déclaré au *Corriere della Sera* qu'« il faut en finir avec la fiction de la Libye », « pays inventé » par le colonialisme italien. Il faut « favoriser la naissance d'un gouvernement en Tripolitaine, qui fasse appel à des forces étrangères qui l'aident à rester debout », en poussant la Cyrénaïque et le Fezzan à créer leurs propres gouvernements régionaux, éventuellement avec l'objectif de se fédérer à long terme. En attendant, « chacun gèrerait ses sources énergétiques», présentes en Tripolitaine et Cyrénaïque.

C'est la vieille politique du colonialisme du 19ème siècle, remise à jour en fonction néo-coloniale par la stratégie USA/Otan, qui a démoli d'entiers Etats nationaux (Yougoslavie, Libye) et fractionné (ou tenté de fractionner) d'autres Etats (Irak, Syrie), pour contrôler leurs territoires et leurs ressources.

La Libye possède presque 40% du pétrole africain, précieux pour sa haute qualité et son faible coût d'extraction, et de grosses réserves de gaz naturel, dont l'exploitation peut rapporter aujourd'hui aux multinationales étasuniennes et européennes des profits bien plus élevés que ceux qu'elles obtenaient auparavant de l'Etat libyen. De plus, en éliminant l'Etat national et en traitant séparément avec des groupes au pouvoir en Tripolitaine et Cyrénaïque, elles peuvent obtenir la privatisation des réserves énergétiques publiques et donc leur contrôle direct.

En plus de l'or noir, les multinationales étasuniennes et européennes veulent s'emparer de l'or blanc : l'immense réserve d'eau fossile de la nappe phréatique nubienne, qui s'étend sous la Libye, l'Egypte, le Soudan et le Tchad. Les possibilités qu'offre celle-ci avaient été

démontrées par l'Etat libyen, en construisant des aqueducs qui transportaient de l'eau potable et pour l'irrigation, millions de mètres cubes par jour extraits de 1300 puits dans le désert, sur 1600 Km jusqu'aux villes côtières, rendant fertiles des terres désertiques.

Aux raids aériens étasuniens d'aujourd'hui en Libye participent simultanément des chasseurs-bombardiers qui décollent de porte-avions en Méditerranée et probablement de bases en Jordanie, et des drones Predator armés de missiles Hellfire qui décollent de Sigonella (*base étasunienne en Sicile, NdT*). Interprétant le rôle de l'Etat souverain, le gouvernement Renzi « autorise au cas par cas » le départ de drones armés étasuniens de Sigonella, tandis que le ministre des affaires étrangères Gentiloni précise que « l'utilisation des bases ne requiert pas une communication spécifique au parlement », assurant que ceci « n'est pas un prélude à une intervention militaire » en Libye.

Alors qu'en réalité l'intervention a déjà commencé : des forces spéciales étasuniennes, britanniques et françaises -comme le confirment le *Telegraph* et *Le Monde*– opèrent depuis longtemps en secret en Libye pour soutenir « le gouvernement d'unité nationale du Premier ministre Sarraj ».

En débarquant tôt ou tard officiellement en Libye sous prétexte de la libérer de la présence de l'Isis (Daesh), les USA et les plus grandes puissances européennes peuvent aussi ré-ouvrir leurs bases militaires, fermées par Kadhafi en 1970, dans une position géostratégique importante à l'intersection entre Méditerranée, Afrique et Moyen-Orient.

Enfin, avec la « mission d'assistance à la Libye », les USA et les plus grandes puissances européennes se partagent le butin de la plus grande rapine du siècle : 150 milliards de dollars des fonds souverains libyens confisqués en 2011, qui pourraient quadrupler si l'export énergétique libyen revenait aux niveaux précédents.

Une partie des fonds souverains, à l'époque de Kadhafi, fut investie pour créer une monnaie et des organismes financiers autonomes pour l'Union Africaine. Etats-Unis et France -comme le prouvent les emails d'Hillary Clinton- décidèrent de bloquer « le plan de Kadhafi de créer une monnaie africaine », alternative au dollar et au franc CFA. Ce fut Hillary Clinton -documente le *New York Times*– qui convainquit Obama de passer à l'action. « Le Président signa un document secret, qui autorisait une opération couverte en Libye et la fourniture d'armes aux rebelles », y compris à des groupes jusque récemment classifiés comme terroristes, alors que le Département d'Etat dirigé par Clinton les reconnaissait comme « gouvernement légitime de la Libye ». En même temps l'Otan sous commandement étasunien effectuait l'attaque aéronavale avec des dizaines de milliers de bombes et missiles, démantelant l'Etat libyen, attaqué simultanément de l'intérieur avec des forces spéciales y compris du Qatar (grand ami de l'Italie) (*et de la France, NdT*).

Le désastre social qui s'en est suivi, en faisant plus de victimes que la guerre elle-même, surtout chez les migrants, a ouvert la porte à la reconquête et au partage de la Libye.

Manlio Dinucci

Editorial de mercredi 4 août 2016 de *il manifesto*

http://ilmanifesto.info/la-grande-spartizione-del-dopo-gheddafi/

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Cet article reprend aussi deux rubriques *L'art de la guerre* publiées en mars et avril 2016. Le titre (et sous-titre) est celui de l'auteur. (NdT)

---

[1] Paolo Scaroni est un des plus grands *aficionados* italiens du Groupe Bilderberg. Artisan au cours de ses deux mandats à la tête de l'ENI de sa privatisation (partielle pour le moment), il est en 2011 au troisième rang des managers de sociétés italiennes cotées en bourse avec un salaire annuel de 6,4 millions d'euros. Voir *Le Groupe Bilderberg*, de Domenico Moro, Editions Delga, 2014, p. 180, 201, 203 et 205. NdT.

La source originale de cet article est ilmanifesto.info
Copyright © Manlio Dinucci, ilmanifesto.info, 2016

Articles Par : Manlio Dinucci

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres: Geocommunity (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; Geolaboratorio, Ed. Zanichelli 2014;Se dici guerra..., Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca